



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

N° 2021-0053131 /PRO/PIDC

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères – Protocole – présente ses compliments aux missions diplomatiques étrangères accréditées en France, aux organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France, ainsi qu'aux délégations et représentations permanentes auprès de ces organisations internationales, et a l'honneur de leur faire part de ce qui suit :

Les autorités françaises ont défini, par décret n° 2021-99 du 30 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, de nouvelles règles relatives aux déplacements vers le territoire métropolitain depuis une frontière extérieure de l'espace européen.

1 – Ces déplacements ne sont désormais possibles que pour un motif impérieux d'ordre personnel, familial, médical ou professionnel, justifié à l'appui d'une attestation à présenter à la compagnie de transport et aux autorités en charge du contrôle des frontières.

Cette attestation, téléchargeable sur le site du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr/>), se décline en plusieurs modèles, qu'il convient de sélectionner en fonction de deux critères :

- la nationalité du voyageur : une distinction est opérée entre ressortissants français ou d'un autre pays de l'espace européen d'une part, et ressortissants d'un pays extérieur à l'espace européen d'autre part ;
- l'état de circulation de l'infection dans le pays de départ (à la date de publication de la présente note verbale mais classification soumise à actualisation régulière):
 - i. pays classé en zone de circulation d'infection ;
 - ii. pays non classé en zone de circulation d'infection (au 1^{er} février 2021 : Australie, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande, Rwanda, Singapour, Thaïlande)
 - iii. Royaume-Uni.

Chaque modèle d'attestation précise, pour la situation applicable, la liste des motifs impérieux, les pièces exigibles et les catégories de voyageurs autorisées à entrer sur le territoire métropolitain.

2 – Toute personne se rendant sur le territoire métropolitain depuis un pays extérieur à l'espace européen doit, en complément de l'attestation mentionnée au point 1 de la présente communication, présenter à la compagnie de transport et aux autorités de contrôle à la frontière :

MISSIONS DIPLOMATIQUES ACCREDITÉES EN FRANCE

ORGANISATIONS INTERNATIONALES AYANT LEUR SIÈGE OU UN BUREAU EN FRANCE

DELEGATIONS ET REPRÉSENTATIONS PERMANENTES AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant le départ (le départ du premier vol en cas de voyage avec correspondance) ne concluant pas à une contamination à la covid-19 ;
- une déclaration sur l'honneur téléchargeable sur le site du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>) attestant
 - i. qu'elle ne présente pas de symptôme d'infection à la covid-19 ;
 - ii. qu'elle n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les 14 jours précédant le voyage ;
 - iii. qu'elle accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire national (cette exigence ne s'applique pas aux personnes de onze ans et moins) ;
 - iv. qu'elle s'engage à respecter un isolement prophylactique de sept jours après son arrivée en France et à réaliser, au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique (PCR).

Lorsqu'un examen biologique de dépistage virologique est impossible à réaliser dans le pays de départ, le voyageur a la possibilité de solliciter de l'ambassade ou du consulat de France un document spécifique dénommé « Dispense de test PCR », sous réserve d'un motif impérieux de voyage (réservé à un nombre de cas très limités) et de l'acceptation préalable :

- d'un test de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2 (test antigénique) à l'arrivée ;
- d'un isolement de 7 jours dans l'un des établissements désignés par les autorités françaises et sur présentation d'un justificatif de réservation ;
- d'un examen biologique de dépistage virologique à l'issue de cet isolement.

Dans les pays où les tests antigéniques sont disponibles, la « Dispense de test PCR » n'est valable qu'accompagnée du résultat d'un tel test réalisé moins de 72h avant l'embarquement et ne concluant pas à une contamination par la covid-19.

Toute information complémentaire concernant les mesures de contrôle sanitaire est disponible sur le site du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>).

3 – Des mesures spécifiques s'appliquent aux déplacements vers les territoires d'Outre-mer et sont précisées sur le site du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>).

4 – La sortie du territoire national vers les destinations extra-européennes est également soumise au régime des motifs impérieux. Une attestation dérogatoire de sortie est téléchargeable sur le site du Ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>).

5 – Au regard de l'évolution de l'épidémie, les autorités françaises invitent, conformément aux Conventions de Vienne et sans préjudice des immunités prévues par celles-ci, les membres de délégation en mission officielle, les personnels de missions diplomatiques ou consulaires et les personnels des organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France, ainsi que leurs conjoints et enfants de plus de 11 ans à présenter :

- le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique (test RT-PCR) réalisé moins de 72 heures avant le départ (le départ du premier vol en cas de voyage avec correspondance) ne concluant pas à une contamination à la covid-19 (**sauf dispense spécifique de l'ambassade ou du consulat de France**) ;
- une attestation de déplacement où il convient de cocher « **motif professionnel impérieux** » (cf. point 1 de la présente communication).

Les missions ponctuelles liées à l'exercice de prérogatives de puissance publique, dont les missions diplomatiques, entrent dans la catégorie des motifs impérieux.

Aucune mesure d'isolement ne peut être imposée aux membres de délégation en mission officielle, aux personnels de missions diplomatiques ou consulaires et aux personnels des organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France, ainsi qu'à leurs conjoints et enfants.



Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères – Protocole – saisit l'occasion de cette communication pour renouveler aux missions diplomatiques accréditées en France, aux organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France ainsi qu'aux délégations et représentations permanentes auprès de ces organisations internationales, les assurances de sa haute considération.

Paris, le 3 février 2021

